



HAL
open science

Javier Milei
Zérah Bremond

► **To cite this version:**

| Zérah Bremond. Javier Milei. 2024, pp.10-12. hal-04703854

HAL Id: hal-04703854

<https://univ-pau.hal.science/hal-04703854v1>

Submitted on 20 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Javier Milei : vers la normalisation d'un président anormal ?

Le 10 décembre 2023, Javier Milei devenait président de la Nation argentine, à l'issue d'une élection présidentielle l'ayant vu triompher du Ministre de l'économie péroniste sortant, Sergio Massa. Héritant d'une situation économique particulièrement inquiétante, avec une inflation galopante ayant dépassé les 200 % en 2023, il promettait des remèdes chocs inspirés par la doctrine anarcho-capitaliste qu'il défend (rappelons qu'il se qualifiait lui-même de « général AnCap », super-héros des temps modernes prêt à sauver l'homme capitaliste de l'État...). [Nous avons ainsi titré notre éditorial dans la Lettre ibérique n° 38 « Massacre à la tronçonneuse en Argentine »...](#)

Depuis, la tronçonneuse, chère au Président, semble avoir plus ou moins fonctionné, mais avec un nécessaire effort de « modération », mot totalement absent du vocabulaire du candidat, mais auquel le président a dû se résoudre afin d'obtenir le soutien parlementaire et gubernatorial nécessaire à la mise en œuvre de ses réformes.

Au Congrès tout d'abord, la très controversée « ley Bases y Puntos de Partida para la Libertad de los Argentinos », dite loi Bases, a finalement été approuvée grâce à une alliance entre la minorité du parti de la *Libertad Avanza* (parti du Président) et l'opposition dite « dialoguiste » (en pratique, tous les partis non péronistes de la droite et du centre). Cette loi – [la ley 27742](#) – vient notamment permettre la privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques, déréguler le marché du travail en permettant la régularisation du travail informel et intégrer des mesures de faveur pour les entreprises apportant d'importants investissements. Par ailleurs, la loi déclare l'état d'urgence publique en matière administrative, économique, financière et énergétique pour une durée d'un an, conférant à ce titre au président le pouvoir de prendre les mesures qui s'imposent pour y faire face. Cependant, comme [le souligne Véronica Smink pour la BBC dans son analyse du texte](#), l'adoption de cette loi le fut au prix de certaines concessions. D'abord dans son ambition générale, puisque d'un premier projet de 600 articles permettant une dérégulation de nombreux secteurs d'activité, le texte finalement voté en compte un peu plus de 200. Ensuite, la portée de certaines mesures a finalement été réduite. Les pouvoirs confiés au Président dans le cadre de l'état d'urgence sont encadrés par la loi, certains organismes publics ne pouvant être dissous ou voir leur financement retiré et l'ensemble des mesures adoptées dans ce cadre seront soumises à une commission de contrôle parlementaire. Le champ des entreprises publiques privatisables a par ailleurs été limité comparativement à ce qui était prévu initialement, passant de 41 à 6. Il est enfin notable de souligner que, face au défi de l'endettement et à la nécessité de [donner des gages au FMI](#), le projet comporte également une réforme fiscale conduisant au relèvement de l'impôt sur le revenu, alors même que [la doctrine économique défendue par Javier Milei l'avait conduit à affirmer qu'avant d'augmenter un impôt, il se couperait un bras](#). Aussi, la victoire législative du Président apparaît finalement comme une « demi-victoire » [comme le souligne le journaliste Guido Burdman pour France24](#).

Ainsi, cette loi qui était censée incarner pleinement la ligne politique « révolutionnaire » du Président Milei se sera avérée au final comme un exercice de compromis tenant compte à la fois des exigences de l'opposition dialoguiste au Congrès et de la nécessité de rassurer les créanciers de l'Argentine, en premier lieu le FMI... Cette tendance à la normalisation du président anormal paraît s'être confirmée dans l'effort mené en direction des gouverneurs des différentes provinces du pays avec [la signature du « Pacte de Mai »](#) le 9 juillet 2024, jour de la fête nationale. Ce pacte, qui entend « remettre le peuple sur le chemin du développement et de la prospérité » fut conclu entre le Président et 18 des 24 gouverneurs des provinces argentines. Ce court texte, non contraignant juridiquement, consacre 10 priorités reflétant le programme du Président, parmi lesquelles on retrouve notamment

l'inviolabilité de la propriété privée, l'exigence d'équilibre budgétaire, la baisse des dépenses publiques, la réduction de la pression fiscale, la réforme du travail afin de promouvoir le travail formel ou encore le développement, en accord avec les provinces, de l'exploitation des ressources naturelles. De manière générale, ces priorités paraissent se retrouver dans la loi Bases, bien que l'on puisse déceler certaines contradictions dans le processus de régularisation du travail informel et dans la réforme fiscale que comprend cette loi. On notera de surcroît qu'outre certains engagements politiques sans valeur contraignante, le pacte de Mai ne vient, [comme le souligne la politiste Lara Goyburu citée par le Monde](#), qu'engager les gouverneurs à respecter la loi, dans la mesure où la plupart des points du Pacte découlent plus ou moins directement de l'application de la Constitution. Un élément doit enfin retenir l'attention dans la manière dont la négociation de ce pacte a eu lieu : intitulé Pacte de Mai, Javier Milei souhaitait initialement que sa conclusion ait lieu le 25 mai, jour anniversaire de la première insurrection contre l'Espagne. Finalement signé en juillet, cela démontre le temps qu'il a fallu au Président pour négocier le pacte, suivant en cela le chemin de la politique traditionnelle, la ratification des gouverneurs s'étant faite au prix d'un engagement de l'État à reprendre le versement des dotations aux provinces.

En dépit de cette normalisation manifeste d'un Président contraint à vivre avec des institutions qu'il exècre, Javier Milei n'a pas manqué d'occasions au cours de ces premiers mois de mandat de rappeler au monde son caractère totalement iconoclaste. Se qualifiant comme étant, avec Donald Trump, [« l'un des hommes politiques les plus importants du monde »](#), sa présidence n'a pourtant pas manqué de brutalité, la tronçonneuse ayant bien fonctionné. [Menace de suppression des aides sociales pour les manifestants](#), licenciement brutal et massif de fonctionnaires, [processus désormais mené suite à l'adoption de la loi Bases par un « ministre de la dérégulation et de la transformation de l'État »](#), [démantèlement du ministère des Droits des femmes](#)... Mais le summum semble avoir été atteint avec le scandale de l'aide alimentaire laissée pourrir dans les entrepôts de l'immense ministère du Capital humain. Né de la fusion des ministères de l'Éducation, du Travail, du Développement social et de la Culture, ce ministère avait hérité de la charge de distribuer ces aliments aux plus pauvres à un moment où plus de 50 % de la population se trouve aujourd'hui en situation de pauvreté... Après avoir nié détenir ces stocks, [le gouvernement a finalement reconnu leur existence et accepté de les distribuer, mais parfois trop tard, la date de péremption ayant été dépassée](#)... Plusieurs analyses à ce stade sont permises : incompétence d'un gouvernement mal préparé à administrer un État en situation de grave crise économique et sociale comme le souligne le politologue Francisco Longa pour Le Monde ? Ou volonté de neutraliser les mouvements sociaux [comme le souligne le même chercheur](#) ? De là à penser que le Président entend utiliser la faim comme une arme contre ces opposants, il n'y a qu'un pas... En dépit de ce scandale, le Président persiste à considérer sa Ministre du capital humain Sandra Pettovello comme la meilleure ministre de l'histoire... Si le déni en politique n'avait rien d'anormal, alors le Président Milei serait bien en voie de normalisation...dans son monde à lui ! Z. B.